

De Bureau à Chrétien 100 ans de politique régionale

François Roy

Volume 7, numéro 1, juin 2001

Énergie et société en Mauricie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/11401ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)

1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Roy, F. (2001). De Bureau à Chrétien : 100 ans de politique régionale. *Histoire Québec*, 7(1), 10–11.

De Bureau à Chrétien

PAR FRANÇOIS ROY

Chez nous, la traversée du siècle commence dans le rouge. Entre 1900 et 1904, tous les comtés de la région, fédéraux et provinciaux, rive nord et rive sud, passent aux libéraux.

Il y a des raisons à cela. Mgr Laffèche est mort : il avait été pour les conservateurs un appui important. Un lea-

der libéral est arrivé : il s'appelle Jacques Bureau. C'est un ami et un confident de Wilfrid Laurier, le grand chef libéral qui est alors extrêmement populaire. C'est surtout un homme de stratégie, d'organisation et de financement. Député fédéral du comté de Trois-Rivières-Saint-Maurice pendant vingt-cinq ans, Jacques Bureau apparaît comme la plus importante figure politique de notre région, au début du

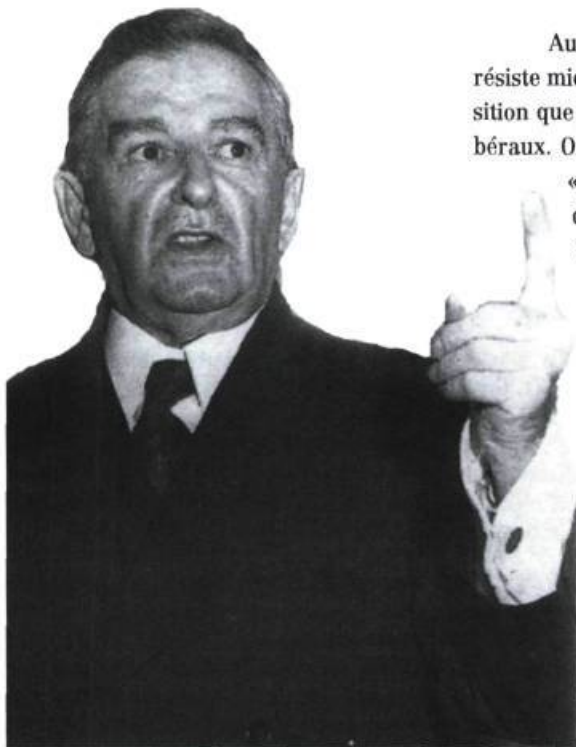
siècle.

Autre raison des succès libéraux : la région a changé. Elle vit à l'heure industrielle. Dans les villes et les villages, les gens d'affaires s'alignent sur le Parti libéral, qui se présente comme une formation moderne, ouverte au développement. On retrouve dans les rangs libéraux beaucoup d'industriels, de marchands ou de professionnels proches des grosses compagnies : sur la rive sud, citons les Laperrière, Gaudet, Savoie et Biron de même que, sur la rive nord, les Bureau, Baribeau, Crête et Ryan.

Inversement, d'autres groupes de la société se retrouvent sur la défensive : le clergé, les nationalistes, les cultivateurs et une bonne partie de la bourgeoisie professionnelle sont laissés pour compte et forment une opposition plutôt désorganisée, mais généralement proche des conservateurs.



Wilfrid Laurier (au centre) reçu à Trois-Rivières par les députés Jacques Bureau (à gauche) et Joseph-Adolphe Tessier (à droite).



M. Maurice Duplessis, ancien premier ministre du Québec.

C'est justement chez nous que cette opposition va réussir à se regrouper et à ouvrir les premières brèches dans la forteresse libérale. Il s'agit de deux victoires pour les conservateurs provinciaux, celle de Maurice Duplessis dans Trois-Rivières, en 1927, et celle d'Antonio Élie dans Yamaska, en 1931. Ces deux victoires nous apparaissent aujourd'hui tout à fait significatives : l'Union nationale est proche ! Prenant la relève des conservateurs provinciaux, le parti de Maurice Duplessis occupera l'avant-scène politique pendant plus de trente-cinq ans et sera particulièrement dominant ici, dans son berceau historique, le Cœur-du-Québec.

Ainsi en 1966, sept ans après la mort de son fondateur, l'Union nationale raffera encore les neuf comtés de la Mauricie-Bois-Francs, sans exception, et quatre députés voisins accéderont au cabinet provincial, soit Maurice Bellemare, Yves Gabias, Rémi Paul et Clément Vincent. Du jamais vu !

Mais, pour l'Union nationale, ce sera le dernier coup d'éclat. Désormais, les libéraux provinciaux trouveront sur leur route une nouvelle formation, le Parti québécois.

Au fédéral, la forteresse libérale résiste mieux. En fait, il y a si peu d'opposition que parfois, la lutte se fait entre libéraux. On peut alors voir des candidats « officiels » mordre la poussière devant des libéraux « indépendants », tels que Wilfrid Gariépy, dans Trois-Rivières, ou Lucien Dubois, dans Nicolet-Yamaska. Les conservateurs feront quand même trois percées historiques : 1911, 1958 et 1984-88, chaque fois grâce à l'afflux du vote nationaliste. La victoire de 1958 permettra à deux députés de chez nous d'accéder au cabinet fédéral, Léon Balcer et Paul Comtois. Plus tard, les libéraux fédéraux devront composer avec d'autres adversaires qui auront du succès au Cœur-du-Québec : d'abord, le Crédit social et ensuite le Bloc québécois.

Les trente dernières années de ce siècle ont vu notre région suivre généralement la tendance provinciale. La plupart des acteurs politiques de cette époque sont encore vivants et peuvent en témoigner. Qu'il nous soit quand même permis de souligner l'exceptionnelle longévité politique de Jean-Pierre Jolivet et Jean Chrétien, toujours en fonction. En outre, la Mauricie a fourni deux premiers ministres : Maurice L. Duplessis et Jean Chrétien.

Au municipal, sans entrer dans les détails, on peut quand même souligner trois faits saillants du dernier siècle. D'abord, notons la multiplication des villes et leur regroupement dans des formations telles que l'Union des municipalités du Québec, fondée en 1919. Trois maires de chez nous ont d'ailleurs occupé la présidence de cet organisme, soit Arthur Rousseau, de Trois-Rivières, François Roy, de Shawinigan et J.-Réal Desrosiers de Cap-de-la-Madeleine.

Ensuite, rappelons la fin du cumul des mandats : on sait que les politiciens

d'autrefois pouvaient être en même temps députés et maires. À Trois-Rivières, le dernier député-maire a été Arthur Bettez, dans les années vingt. Ce même Bettez a aussi été l'un des premiers maires à affirmer de façon radicale son indépendance vis-à-vis les partis : quoique libéral, il a défié le grand patron Jacques Bureau et s'est présenté avec succès comme candidat « ouvrier », proche des syndicats.

Enfin, notons la progression de la cause des femmes tout au long du siècle. Ici comme ailleurs, elles ont acquis le droit de vote et ont commencé à briguer les suffrages. Au plan municipal, dans notre région, elles sont aujourd'hui présentes dans presque tous les conseils municipaux et occupent la mairie de villes telles que Drummondville, Louiseville, Shawinigan, Grand-Mère et Saint-Georges-de-Champlain.

De Bureau à Chrétien, tel est le portrait sommaire du dernier siècle politique dans notre région. Quand au XXI^e siècle, on a beau prétendre qu'il sera technologique, la politique restera malgré tout une activité profondément humaine. Les intéressés devront toujours aller vers les gens, se faire



M. Jean Chrétien, premier ministre du Canada.

apprécier, prendre des décisions et vivre avec.

Bref, ce n'est pas demain que votre maire et votre député seront remplacés par des ordinateurs. Dieu merci ! ■